

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 38 (2022)

Artikel: "Le Locle est désormais conquis au socialisme" : avant la grève de 1918 : croissance et affirmation d'un mouvement ouvrier
Autor: Abbet, Sébastien
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-981104>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

« LE LOCLE EST DÉSORMAIS CONQUIS AU SOCIALISME ». AVANT LA GRÈVE DE 1918: CROISSANCE ET AFFIRMATION D'UN MOUVEMENT OUVRIER

Au début du XX^e siècle, le canton de Neuchâtel est l'un des plus industrialisés de Suisse¹. Selon le *Recensement fédéral des entreprises* de 1905, plus de 57% de la population active travaille dans le secteur secondaire. La Chaux-de-Fonds, qui dépassera brièvement les 40 000 habitant·e·s au cours de la Première Guerre mondiale, en est le plus important centre. Le canton s'insère dans un vaste arc industriel, assis sur la frontière il s'étend, au sud, de la vallée de l'Arve (France, près de Genève), jusqu'à la lisière de Bâle; au nord, il comprend Besançon d'un côté de la chaîne du Jura, Neuchâtel et Bienne de l'autre. En son sein circulent main-d'œuvre, ingénieurs et marchandises. Cet espace dynamique est parsemé d'unités productives allant du travail à domicile aux grandes fabriques (la *Tavannes Watch*, à Tavannes, en est la plus importante avec ses 1200 ouvriers et ouvrières en 1914) en passant par des centaines de petits ateliers. Compétition et collaboration le traversent; des productions spécialisées se concentrent en des lieux précis (la boîte or à La Chaux-de-Fonds, les assortiments à ancre au Locle, les pignons dans le Faucigny, les ébauches à Fontainemelon...). L'horlogerie domine cet arc industriel jurassien. En 1900, près de 90% des montres de la planète y sont produites. Le secteur occupe le deuxième rang des exportations helvétiques exprimées en valeur. Autour

¹ Cet article résume les trois premières parties d'un travail de maîtrise en histoire soutenu en juin 2020 à l'Université de Lausanne sous la direction de Malik Mazbouri et l'expertise de Marc Perrenoud. Intitulé *La grève dans la ville. Une cité horlogère à travers guerre mondiale, conflits socio-politiques et restauration de l'ordre (Le Locle, 1912-1919)*, je renvoie à ce travail pour l'appareil critique – ici réduit à sa plus simple expression – et les détails. Pour ce qui est d'une brève description des journées de novembre 1918 au Locle, voir Sébastien Abbet, «La grève générale au Locle. Le mouvement de protestation est particulièrement bien suivi dans la ville des Montagnes neuchâteloises», *Passé simple*, février 2022, n° 72, p. 23-25.

de 1910, pas loin de 55 000 personnes travaillent, en Suisse, dans l'horlogerie.

Le Locle: une ville au cœur de l'arc horloger

Avec un million de montres produites en 1913 et plus de 3000 ouvriers et ouvrières de l'horlogerie, Le Locle occupe une place importante au sein de l'arc horloger. Très présente à l'international, produisant l'ensemble des parties de la montre, la *Zénith* est le plus important employeur de la ville avec 800 à 1000 ouvriers et ouvrières. Près d'une dizaine de fabriques horlogères plus petites – *Charles Tissot & Fils*, *Ulysse Nardin*, *Doxa*, *L'Angélus*, *La Terrasse*, *Barbezat-Bôle*, *Henry Moser*, *Paul Buhré*, *Doxa* – occupent chacune entre une quarantaine et une centaine de personnes. Certaines d'entre elles sont orientées principalement vers le marché russe de montres de luxe (l'effondrement de l'exportation vers la Russie, avant la révolution d'Octobre, et les liens avec ce pays expliquent en partie le fort anticommunisme du patronat local). D'autres firmes sont reconnues dans la production de garde-temps très spécialisés. Aux côtés de ces fabriques cohabitent une myriade de petites structures, d'ateliers et l'archipel du travail horloger à domicile. La fabrication d'assortiments à ancre – soit les trois pièces qui assurent l'oscillation régulière permettant la « division du temps » – est une spécialité locale. Ce secteur est déjà en voie de concentration, avec plus d'un demi-millier d'actifs dans quatre firmes. Au début des années 1930, elles seront rassemblées au sein des *Fabriques d'assortiments réunies*, l'une des pièces d'un secteur désormais fortement cartellisé d'entente avec l'État.

Étroitement lié au secteur horloger, *Huguenin frères* produit, par niellage, des boîtiers de montre décorés ainsi qu'une grande variété de médailles (pour ne citer qu'un exemple, en 1913 le gouvernement serbe passe commande de 900 000 médailles pour commémorer la fin des guerres balkaniques). Si l'activité industrielle locale est incontestablement dominée par l'horlogerie (dont le patronat se réunit en Association patronale horlogère du district du Locle) et ses « appendices » (la fabrication d'outils spécialisés par exemple), il faut aussi signaler que la ville est un centre de production chocolatière : avec deux usines dans la ville (ainsi qu'une troisième à Morteau, côté français), la *Klaus* occupe environ 500 ouvriers et ouvrières. Enfin, pour répondre aux besoins financiers des firmes locales, deux banques ont été fondées durant la seconde moitié du XIX^e siècle.

Sous le discours de la « grande famille horlogère » : une société de classes

La « couche dirigeante » locale est composée de deux branches initialement distinctes nouant des relations toujours plus étroites². On trouve, d'un côté, les descendants d'anciens négociants – présents notamment sur la place de Francfort, comme les DuBois – et des fabricants d'horlogerie de luxe de petit volume. Ceux-ci sont liés au parti libéral, prolongement politique des royalistes, et au second Réveil protestant. De l'autre, des petits patrons en ascension sociale, acteurs de l'industrialisation horlogère du dernier tiers du XIX^e siècle, liés au parti radical. Georges Favre-Jacot (1843-1917), le fondateur de la *Zénith*, en est le représentant le plus marquant. Ces deux groupes se socialisent dans des espaces en partie distincts, tels que le *Cercle montagnard* pour les libéraux ou le *Cercle de l'Union républicaine* pour les radicaux, mais aussi au sein de la franc-maçonnerie ou du Club alpin. Certaines activités de bienfaisance permettent la collaboration de ces deux branches ainsi que des membres de la Société du Grutli, en particulier pour la construction – qui reste très limitée – de logements, mais également autour de la prise en charge des chômeurs grâce à la création, en 1891, d'un *Bureau de travail*. À mesure que les industriels « radicaux » s'enrichissent, faisant aussi bloc face à la montée du mouvement ouvrier, un rapprochement entre les deux branches de cette fraction dominante s'opère, dès avant la Première Guerre mondiale. Ceci explique en partie la facilité avec laquelle – à la différence d'autres régions du canton – les deux partis se fonderont au sein d'une nouvelle entité, *Ordre & Liberté*, dans la chaleur des journées de novembre 1918.

Représentation partielle et imparfaite des inégalités sociales, les données que j'ai tirées des registres fiscaux du Locle pour l'année 1918 sont parlantes. Le décile supérieur des près de 6000 contribuables concentre la moitié du revenu et 90% de la fortune imposables. Avec plus de précision, il est possible d'affirmer qu'en cette même année, 17 contribuables déclarent le quart de la fortune imposable tandis que près de 75% ne déclarent aucune fortune. La concentration en quelques mains familiales – ainsi que les alliances entre familles – est plus significative que la seule prise en compte de contribuables individuels. Ces quelques

² Voir Pierre-Yves Donzé, « Les industriels horlogers du Locle (1850-1920), un cas représentatif de la diversité du patronat de l'arc jurassien » in Jean-Claude Daumas (dir.), *Les systèmes productifs de l'Arc jurassien. Acteurs, pratiques et territoires (XIX^e-XX^e siècles)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2004, p. 61-82.

chiffres ne disent rien, en outre, sur la projection extérieure à la ville, de l'ampleur des profits réalisés par les firmes (colossaux lors du « boom des munitions » des années de guerre) ou encore de la fraude fiscale. L'arrestation et la condamnation de l'industriel chaud-fonnier Jules Bloch (1880-1953) – organisateur clé de la transformation d'une part importante de l'industrie horlogère en sous-traitante de l'effort de guerre de l'Entente (pour la production de fusées d'obus) – en 1918-1919 pour avoir fraudé pour plusieurs millions le fisc fédéral n'est sans doute que le plus gros arbre cachant la forêt³. La crainte des patrons loclois d'avoir à ouvrir leurs livres de comptes afin de fonder leur plainte en dommages et intérêts contre la Commune lors de la grève de 1918 est à cet égard révélatrice. S'il est impossible de mesurer exactement les inégalités – il ne s'agit d'ailleurs pas uniquement d'une question de « gros chiffres » –, il est facile d'identifier au Locle les contours d'une société *de classes*.

Classement social de la population du Locle selon le Recensement fédéral de la population de 1910.

Classement social de l'ensemble de la population								
Population résidente 1910	Indépendants		Personnel dirigeant	Autres fonctionnaires et employés	Ouvriers	Aides-ouvriers	Domestiques de ménage	Sans profession dans familles étrangères ou établissement
	en tout	dont actifs						
	Avec les membres de leur famille sans profession principale							
12'722	3'209	2'975	239	1'355	6'274	1'173	247	225
	25,2%	23,4%	1,9%	10,7%	49,3%	9,2%	1,9%	1,8%

Classement social des personnes en relation directe avec la profession						
Nombre total de ces personnes	Indépendants		Personnel dirigeant	Autres fonctionnaires et employés	Ouvriers	Aides-ouvriers
	en tout	dont actifs				
5'697	1'269	1'110	79	634	3'087	628
100%	22,3%	19,5%	1,4%	11,1%	54,2%	11%

Source : Résultats statistiques du recensement fédéral de la population du 1^{er} décembre 1910, 3^e volume. Statistique des professions. 1^{re} partie : profession principale.

Bureau de statistique du Département fédéral des Finances, Berne, Francke, 1919, p. 62*.

³ Voir Loïc Bonvin, *Jules Bloch : « roi million » bouc émissaire ou « roi des munitions » victime d'un complot allemand ? L'affaire Bloch–Junod au crible de la dynamique du scandale (1918-1921)*, mémoire de maîtrise en histoire sous la direction de François Vallotton et Malik Mazbouri, Université de Lausanne, 2017.

Ville ouvrière, avec environ 12 000 habitant·e·s, Le Locle a une population stable depuis la fin du XIX^e siècle. Solidement protestante (répartie principalement entre l'Église nationale et l'Église indépendante, liée aux libéraux), la ville compte 15% de catholiques, principalement des français, des tessinois et des italiens qui seront organisés au sein d'un *Cercle catholique*. Les travailleurs catholiques sont la cible de choix des tentatives d'organisation (au sein de l'Union romande des travailleurs chrétiens) menées entre autres par le réactionnaire abbé André Savoy (1885-1940). Présent régulièrement dans les Montagnes neuchâteloises, organisant chaque année des « Semaines sociales », ce dernier défend un corporatisme qui aura l'oreille du patronat local tout en pouvant rejoindre certaines élaborations proposées par les syndicalistes de la FOMH (Fédération des ouvriers de la métallurgie et de l'horlogerie) lors de la très forte crise horlogère du début des années 1920. Ville frontière, il faut encore signaler que Le Locle est directement touché par la guerre : sa population masculine française et italienne en âge de porter les armes est mobilisée, ce dont témoigne le monument aux morts, inauguré en 1923, rendant hommage aux soldats français du district tombés au combat.

Il faut se garder de l'illusion d'objectivité que peuvent donner les statistiques. Elles ne rendent guère compte du fait que la moitié des habitant·e·s sont né·e·s en dehors de la ville (en 1910 : 2700 ailleurs dans le canton, 2300 dans le reste de la Suisse et 900 à l'étranger). La population flottante est, en outre, très importante : le mouvement annuel équivaut à environ 20% du total des habitant·e·s. La faiblesse de la « sécurité sociale » (relevant alors – excepté quelques innovations du canton comme la *Caisse cantonale d'assurance populaire* – exclusivement des communes, de la bienfaisance ou des syndicats) ainsi que les très fortes fluctuations de la production horlogère, où aux périodes de « presse » succèdent les crises régulières, expliquent ces importantes fluctuations. Le parcours du monteur de boîte et syndicaliste Emil Blaser (1866-1938) qui, en 48 ans d'activité professionnelle, occupe 38 postes différents dans 14 localités n'a alors rien d'exceptionnel⁴. La maladie, le chômage et la mort (4% de la population de la ville est âgée de plus de 65 ans, contre 20% aujourd'hui) pèsent lourdement sur une classe laborieuse qui consacre alors près de 50% de ses

⁴ Voir le remarquable (et rare!) récit, édité et annoté par François Kohler, Emil Blaser, *Le trim? Souvenirs de Roger Boudrié, ouvrier horloger jurassien*, Dole ; St-Imier, Canevas éditeur, 1993.

dépenses à l'alimentation, un quart au logement et plus de 10% à l'habillement. Bien sûr, de grandes disparités traversent le monde ouvrier, par exemple entre un mécanicien très qualifié et une embauleuse de la *Klaus*. S'il semble occuper une place restreinte au Locle, le travail à domicile, très féminisé, est loin d'avoir disparu. Les femmes représentent d'ailleurs, selon les chiffres officiels, plus du tiers de la main d'œuvre horlogère.

Le récit d'une régleuse locloise – Amélie Wenger-Fischer (1891-1987) – offre un rare aperçu sur quelques aspects de la condition des ouvrières au début du XX^e siècle⁵. Le rapide remariage de sa mère (deux ans après le décès de son premier époux) avec un homme, socialiste et syndicaliste, père de quatre enfants, le fait que celle-ci prend en charge les enfants d'ouvrières en même temps qu'elle travaille à domicile, ses tâches de raccommodage et de crochet, rendent compte des inégalités de genre. Le refus obstiné d'Amélie de se mêler à la sociabilité masculine et sa vive condamnation de l'alcoolisme, l'année de scolarité en moins que les garçons, les 12 heures de travail qu'elle aligne dès 14 ans (les horaires dans les firmes soumises à la Loi sur les fabriques passeront à 10 heures par jour, samedi compris) ou encore la façon dont elle parvient à grappiller quelques jours de liberté (les vacances n'existent pas), en compensant ses pertes de salaire par un rythme de travail plus soutenu, sont autant de dimensions permettant de saisir la réalité de la vie d'une femme ouvrière.

Un mouvement ouvrier en forte croissance

Retracer l'histoire du mouvement ouvrier loclois dépasse les bornes de cet article. Les raccourcis établissant une continuité directe entre les années de la fédération jurassienne de l'AIT animée par James Guillaume (1844-1916) et ce nouveau mouvement socialiste sont ici infirmés. Si l'on excepte la brève participation de quelques libertaires au renouveau socialiste – marquée notamment par la publication d'articles de Guillaume dans *La Sentinelle* –, ce n'est plus le même monde. D'autre part, bien plus que l'activité de la section locale du Grutli (fondée en 1848, qui se détache difficilement de ses liens avec les radicaux), c'est l'extraordinaire dynamique amorcée à la fin de la première décennie du XX^e siècle qui frappe. Entre 1909 et 1912, les

⁵ Issu de plusieurs entretiens enregistrés dans un cadre familial, ce récit (les enregistrements, les transcriptions ainsi que quelques photographies) a été déposé aux AVO (Archives de la vie ordinaire) de Neuchâtel (fonds CH NE AVO WEA).

adhérents de la section cantonale du Parti socialiste passent de 364 à 2635 membres. Les succès électoraux sont au rendez-vous : Charles Naine (1874-1926) est élu au Conseil national à l'automne 1911, Ernest-Paul Graber (1875-1956) le rejoint lors d'une élection complémentaire le printemps suivant. Au Locle, ces deux candidats reçoivent de fortes majorités. Pour la première fois, les socialistes sont majoritaires au Locle : en mai 1912, la liste socialiste reçoit aux élections communales – les premières à la proportionnelle – 56% des suffrages alors que la participation est très élevée. Ils ne transformeront toutefois ce succès en majorité à l'exécutif qu'en 1918.

Comment expliquer ce succès ? La voie a été préparée trois ans plus tôt, lorsque les socialistes décident de rompre partiellement avec la pratique des listes communes. En effet, depuis la fin du XIX^e siècle, les trois partis s'entendaient en amont des élections pour la répartition des sièges. Cela se traduisait par une très faible participation électorale et un désintérêt marqué. Dans le cadre de cette entente, depuis 1894 un siège est ménagé à la gauche (grutléenne puis socialiste) à l'exécutif. Sans surprise, le dicastère dévolu à la gauche est celui... de la police. Achille Gropierre (1872-1935), monteur sur boîtes et syndicaliste, occupera ce poste pendant plus d'une décennie avant de devenir fonctionnaire syndical central de la nouvelle FOMH à Berne. L'abandon des listes d'entente, les vives campagnes électorales pour les élections au Conseil national de 1911 et 1912 ne rendent que partiellement compte des transformations en cours. Une nouvelle génération de syndicalistes et de militants s'affirme : Marcel Grandjean (1884-1964), Édouard Spillmann (1884-1934), Marc Inäbnit (1887-1977) rejoints plus tard par Henri Perret (1885-1955). Ouvriers qualifiés (excepté Perret, titulaire d'un doctorat en mathématiques), si certains d'entre eux ont été formés politiquement dans les Cercles d'études sociales lancés et animés au début du siècle par Charles Naine (1874-1926), ils sont la plupart fortement marqués par un protestantisme social et un passage à l'Union chrétienne de jeunes gens. Cette équipe militante est composée d'hommes tout juste trentenaires. Fortement enraciné dans le syndicalisme horloger, ils vont dynamiser le mouvement socialiste et syndicaliste.

La centralisation et la réorganisation syndicale dans l'arc horloger contribue à cette croissance : en 1912 est fondée la Fédération ouvrière de l'industrie horlogère (elle compte alors plus de 12 000 membres). Au Locle, le nombre de membres double presque en deux ans (passant de 1147 à 2068), ce qui permet d'engager un secrétaire permanent

en 1913, Marcel Grandjean. La progression marque le pas au début de la guerre, avant de reprendre de plus belle. En 1919, la FOMH compte 3464 membres (dont 1456 femmes), ce qui fait du Locle la ville la plus syndiquée de Suisse.

Plus surprenant encore, c'est la vitalité exceptionnelle du mouvement socialiste local. Bien sûr, Le Locle n'est pas un isolat : la proximité de La Chaux-de-Fonds (où les socialistes obtiennent la majorité aux élections de 1912) ou encore la publication de *La Sentinelle* à un rythme quotidien (dès décembre 1912) consolident ce mouvement ascendant. Certes, tout ne recommence pas de zéro : des structures existent déjà (les syndicats, des chorales ouvrières ou encore le *Cercle des travailleurs*, fondé en 1894), mais d'autres sont tombées en désuétude ou n'existaient pas. À aucun autre moment de l'histoire locale, le mouvement ouvrier ne sera aussi créatif qu'au cours des années qui précèdent immédiatement la Première Guerre mondiale. Qu'on en juge : formation d'une fanfare ouvrière, *La Sociale* (un éphémère orchestre, *L'Aurore*, sera même formé en 1919); relance durable de la Jeunesse socialiste – qui donnera des fonctionnaires syndicaux nationaux tels qu'Émile Giroud (1896-1963), mais aussi quelques rares militants communistes, qui quitteront la ville, comme Paul Degoumois (1896-1975) et Francis Lebet (1897-1955, ce dernier sera poursuivi en justice à la suite de la fusillade de novembre 1932 à Genève) –; formation d'un groupe socialiste-chrétien; d'un autre de socialistes abstinents ou encore d'une *Théâtrale ouvrière...* La section socialiste, qui compte quelque 300 membres, est suffisamment confiante pour envisager la construction d'une Maison du peuple (un projet qui sera englouti dans le tourbillon de la crise du début des années 1920). À cette fin est organisé un grand cortège allégorique accompagné d'une grande vente pour rassembler, en 1913, les premiers fonds.

La Sentinelle de ces années regorge d'articles faisant écho de ce que les dirigeants locaux estiment être un « bon militant socialiste » ainsi que des difficultés et des espoirs liés à l'implantation d'un mouvement qui se veut de masse. Une brochure de Charles Naine, *Socialisme et lutte de classes*, est diffusée dans tous les ménages du canton en 1913. La formation politique devient une question brûlante : dans l'attente d'organiser une université populaire (ce qui ne se matérialisera jamais), un groupe d'études est mis sur pied. On y lit et discute de la brochure *Salaires, prix et profits* de Marx ou encore de l'*Histoire de la Révolution française* de Jaurès. On fait de la réclame pour l'*Encyclopédie socialiste* alors en cours de publication par le parti français

récemment unifié (SFIO). Le Locle devient même une station des tournées de conférences : Jean Lorris (1879-1913), auteur d'un « roman d'apprentissage » pour jeunes militants intitulé *Petit-Pierre sera socialiste* (il servira longtemps de manuel de formation au Locle) y explique « ce que doit savoir un militant », tandis que le député français, lui aussi issu des rangs guesdistes, Adéodat Compère-Morel (1872-1941) s'arrête à deux reprises dans le vaste Temple pour y prononcer des conférences. Autant qu'à former les militants, les conférences visent à afficher la respectabilité et le sérieux des socialistes. Pour pallier à ce qu'ils voient comme une faiblesse, les socialistes tentent de gagner les « intellectuels » de la ville (soit les enseignants !). Plus militantes, les conférences contradictoires sont fortement appréciées – on réclame à cette fin souvent la participation d'Ernest-Paul Graber (1875-1956) ou d'Henri Perret. Elles sont des moments forts de la bataille d'idées tandis qu'Angelica Balabanova (1878-1965), autre exemple, fait étape au Locle en février 1914 lors d'une tournée visant à encourager la syndicalisation des femmes.

Les femmes se frayent d'ailleurs lentement un chemin au sein du parti : la possibilité de leur adhésion est inscrite dans les statuts cantonaux en 1910 seulement. Il faut attendre juin 1914 pour qu'on signale la présence d'une femme à une assemblée générale de la section locloise. Le nombre d'adhérentes ne dépasse sans doute pas le 10% (la plupart des épouses de militants), elles sont en outre le plus souvent reléguées à des tâches correspondant aux représentations dominantes de genre. Ainsi, un groupe de couture, *La Diligente*, est constitué pour récolter de l'argent afin de soutenir l'activité du parti et du journal (ce qui n'empêche pas qu'on y discute de politique !). Il faut toutefois signaler l'activités de femmes syndicalistes animant des sections exclusivement féminines, ainsi que l'action pacifiste énergique d'Elisabeth Blaser (1880-1982). « Demoiselle de magasin », cette socialiste-chrétienne, une quaker, deviendra propriétaire d'un commerce. Célibataire toute sa vie, elle dispose – sans subvertir la division sexuelle militante – d'une marge de manœuvre sans commune mesure. C'est l'occasion de souligner les contradictions dans lesquelles se meut le mouvement socialiste et syndicaliste : d'un côté il participe à la création d'une section locale de l'Association suisse pour le suffrage féminin et encourage à l'organisation syndicale des femmes autour du principe « à travail égal-salaire égal » tout en reproduisant la division sexuelle et en faisant obstacle, dans le mouvement syndical, à ce que le travail des femmes ne s'étende pas à « certaines

parties de la montre». C'est toutefois au Locle, en juin 1919, que l'écart entre les électeurs acceptant ou refusant le droit de vote des femmes sera le plus faible (896 Oui contre 926 Non), tandis que le rejet est de deux tiers dans l'ensemble du canton.

Succès électoraux, croissance des adhésions aux syndicats, activités sociales et éducatives, un véritable mouvement ouvrier et socialiste s'enracine donc au Locle au début de la première décennie du XX^e siècle. Pragmatique – sa revendication principale pour les élections communales est celle de la construction de logements –, sous les regards de la «couche dirigeante», ce mouvement manifeste bien la conquête d'une certaine autonomie de la part d'une fraction de la classe laborieuse. Les cortèges qui se forment devant les fabriques pour se rendre aux urnes sont incontestablement des manifestations de force face au patronat local : le discours consensuel sur l'union de la «grande famille horlogère» ne peut être dispensé aussi facilement que par le passé. Le triptyque parti–syndicats–coopératives (il y a alors plus de 600 affiliés aux Coopératives réunies), quoi qu'il en soit de son schématisme et de ses impasses stratégiques, devient une réalité.

Une montée militante suspendue

La guerre interrompt cette ascension. Les exportations horlogères s'effondrent immédiatement. En dépit de la mobilisation des troupes, les fabriques n'occupent au mieux (pour constituer des stocks) leurs ouvriers et ouvrières que quelques heures par semaine. Dans les premiers jours d'août 1914, une sorte d'«union sacrée autour de la bienfaisance» se met en place. Organisé en partenariat avec la Commune, réactivant à une échelle sans commune mesure le Bureau de travail et mobilisant la constellation des structures d'entraide, le *Comité du bien public* (CBP) est créé. Des ateliers et des ouvroirs sont ouverts : leur production est vendue dans le pays afin d'assurer un minimum de revenus à la classe laborieuse de la ville ; les horlogers sont envoyés couper du bois dans les forêts environnantes. Structure tripartite, le CBP pilote plusieurs commissions, telles que celles garantissant le paiement des loyers ou le ravitaillement (le directeur de la *Klaus*, Fritz Allisson y occupe une place centrale en même temps qu'il est nommé à la commission cantonale) et, surtout, l'importante commission du chômage. Patrons et syndicalistes collaborent étroitement. Le directeur de la *Zénith*, Jämes Favre (1869-1934) est le vice-président de la commission de chômage présidée par son homme de confiance, chef de l'atelier des pignons de sa firme, le socialiste Marc Inäbnit.

Si certaines structures du CBP vont perdurer ou se transformer (l'atelier des uniformes employant une septantaine de femmes sera reprise par celles-ci en 1917), dès la fin de l'hiver 1915 s'amorce une nouvelle phase. L'Entente – qui fait face à une grave crise de la production de munitions – répond positivement aux offres d'industriels suisses désireux d'assurer leurs exportations. Dans ce cadre, la conversion d'une partie de l'industrie horlogère en sous-traitante de l'effort de guerre allié est rapidement organisée. La place du Locle est très active, produisant au plus fort du « boom des munitions » plusieurs centaines de milliers de fusées d'obus par semaine. Des grandes fabriques – comme la *Zénith* – aux petits ateliers, nombreux sont ceux qui courent derrière les profits juteux de cette « industrie de circonstance ». Certains implantent même des ateliers provisoires dans les endroits les plus improbables. Les gigantesques commandes des armées en montre-bracelet, en divers petits instruments de guerre, en bois ou même en chocolat font que dès la fin 1915 le plein-emploi est atteint. Plus même, ainsi qu'en attestent les nombreuses demandes d'extension des horaires de travail ou les dérogations pour le travail de nuit déposées par les industriels auprès du Département cantonal de l'intérieur, les usines et ateliers tournent à plein régime. Alors que le mouvement ouvrier organise syndicalement les travailleurs (et travailleuses, très nombreuses) de « la munition et des obus » et alors que l'on affiche une forte admiration pour les jeunes socialistes qui refusent le service militaire, le premier d'entre eux étant Jules Humbert-Droz (1891-1971), on ne peut qu'être frappé par l'assourdissant silence de la presse socialiste et syndicale sur cette production de guerre. Se déclarant fièrement zimmerwaldiens, organisant dès l'automne 1915 des manifestations contre la guerre, abritant les assemblées socialistes de leurs voisins de La Chaux-de-Fonds occupée par l'armée en septembre 1916 et mai 1917, les socialistes loclois ne semblent pas s'embarrasser de la contradiction entre leur orientation politique et cette production massive de munitions. Sans formuler de vains jugements, c'est une invitation à comprendre et à mieux étudier cette période, ce d'autant plus qu'il y a eu des grèves dans les industries de guerre de tous les pays belligérants (et à Genève, où les *munitionnettes* se mettent en grève au printemps 1917).

Les années de guerre peuvent être divisées au Locle en trois périodes : un chômage massif pris en charge par l'activité du CBP entre août 1914 et le printemps 1915 ; puis une montée en force de la production de munitions et la reprise des exportations horlogères

(excepté les montres de luxe) se traduisant par des horaires de travail très étendus ; l'apparition, enfin, de plus en plus aiguë, dès 1916, des pénuries de produits alimentaires et de charbon. À cet égard, il est intéressant de relever un point : la grève générale, malgré son échec, est souvent créditée d'avoir conduit à une réduction du temps de travail. Pourtant, sans en débattre ici – plusieurs facteurs concourent à cette réduction (qui s'insère dans une dynamique internationale) – il est frappant de remarquer que les horaires de travail diminuent en 1917 déjà. Pour deux raisons : les économies en matière énergétique réduisent les heures d'ouverture des fabriques tandis qu'il faut laisser du temps aux ouvriers, pendant qu'il fait encore jour, pour faire une deuxième journée (une troisième pour les femmes) sur un bout de jardin afin de pallier à un régime alimentaire déficient. La commission de ravitaillement du Locle divise des terrains en 450 puis 1060 parcelles de 100 m² à cette fin. Quoi qu'il en soit, les problèmes de ravitaillement – qui se poursuivent en 1919 voire en 1920 pour certains produits – sont très vifs. Pour une ville située à 950 mètres d'altitude où les hivers sont alors longs et rigoureux, on devine ce que peut signifier pour un budget ouvrier le passage du prix de 100 kilos de briquettes de combustible de 4 francs 50 en décembre 1914 à 20 francs quatre ans plus tard. Malgré l'uniformité des prix de vente des denrées affichés par la mercuriale du Locle, ils doublent, voire triplent au cours de cette période.

La hausse des salaires et les diverses allocations attribuées aux ouvriers et ouvrières ne rattrapent pas cette hausse : selon des estimations de la section locale de la FOMH, le salaire « normal » passe seulement de 6 francs 50 en juillet 1914 à 8,75 en décembre 1918. Les cartes de rationnement sont mises en place tardivement, en octobre 1917 pour le pain et la farine. L'instauration de la vente à prix subventionnés est nécessaire. Pour la vente de lait – qui est en outre rationné selon l'âge –, la population du Locle – à l'exclusion des 575 personnes liées à l'agriculture – est divisée en trois catégories : la première (25,5%) paie le lait à prix plein ; la seconde à « prix modéré » (63%) tandis que la dernière à « prix réduit » (11,6%). Les plus pauvres paient le litre de lait 15 centimes de moins que la première catégorie. En 1918, les dépenses de la seule commission de ravitaillement sont près du double de toutes les dépenses communales engagées pour le CBP en 1914-1916 (certes, il s'agit de francs courants). Se procurer des vêtements ou des chaussures devient prohibitif. Les fortes tensions qui traversent la ville alors que la commission scolaire souhaite

rétablir le défilé des promotions scolaires en 1918 en portent le témoignage. Il y a là aussi la marque d'une dignité ouvrière, celle du refus de faire défiler leurs enfants « dans des guenilles ».

Vers la grève générale... et la paix du travail

C'est dans ce contexte tendu que se déroule l'épreuve de force de novembre 1918. Au Locle, tout comme à La Chaux-de-Fonds, la grève générale est très suivie, avec cette particularité locale que, dans les deux villes, le courant électrique est interrompu durant la journée au cours des quatre journées de grève. Sans énergie, toutes les usines sont à l'arrêt.

Les conditions sociales n'expliquent toutefois pas à elles seules la grève générale. Au niveau local, le facteur organisationnel est décisif. Le mouvement syndical et socialiste se trouve alors à un tournant. Face à un front unique de la droite, *Ordre & Liberté*, qui rassemble le quart de la population masculine adulte de la ville, les commerçants, les propriétaires de logement, les médecins – ainsi que ceux des âmes au regard de l'œcuménisme anti-ouvrier – et bien sûr les patrons, les socialistes restent en majorité mais sont cantonnés au seul monde ouvrier. La dialectique complexe à l'œuvre au cours des années de guerre entre intégration et contestation se résoudra bientôt en faveur de la première. La trajectoire des trois membres du comité de grève en est l'illustration la plus marquante⁶. C'est l'une des énigmes qui appelle à être expliquée. Alors que les institutions helvétiques témoignent d'une solidité et d'une capacité à capter la contestation, ce n'est pas là seulement un débat historique. Étudier avec un certain détail une petite ville ouvrière, sa structure sociale, son horizon mental et politique, est après tout un terrain approprié. Avec son horlogerie, son chocolat, ses banques, une neutralité consistant à faire des profits par la production massive de munitions, Le Locle est après tout un bon endroit où commencer dès lors qu'il s'agit d'observer la Suisse derrière le voile de ses mythes.

SÉBASTIEN ABBET

⁶ Sur ce point, je renvoie à l'article de *Passé simple* déjà cité ou, de manière bien plus détaillée, à mon travail. Un prochain numéro des *Cahiers* permettra peut-être d'aborder ces questions.